

Communiqué de Presse

Assemblée parlementaire – Unité de communication

Réf: 625f09

Tél. +33 (0)3 88 41 31 93

Fax +33 (0)3 90 21 41 34

Internet: <http://assembly.coe.int>

e-mail: pace.com@coe.int



47 Etats membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
«L'ex-République
yougoslave de
Macédoine»
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Dick Marty : il est temps que l'Europe fasse la lumière sur les détentions secrètes

Strasbourg, 21.08.2009 – Dick Marty (Suisse, ADLE), rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur les détentions secrètes, a fait aujourd'hui la déclaration suivante :

Avec la publication hier d'un rapport, selon lequel il y aurait eu également en Lituanie un lieu de détention secret de la CIA, ainsi que d'autres récentes révélations concernant les "sites noirs" en Pologne et en Roumanie, le temps est venu pour l'Europe d'assumer toutes ses responsabilités dans cet épisode honteux.

J'ai toujours cru que la "dynamique de la vérité" prévaudrait face au secret d'Etat. Mais ces révélations récurrentes de semi-vérités à quelques semaines ou quelques mois d'intervalle sapent la crédibilité de l'Europe. Nous devons, une bonne fois pour toutes, tirer un trait et faire toute la lumière sur les détentions secrètes.

Mes propres sources semblent confirmer les informations dont la presse s'est faite l'écho hier selon lesquelles "des détenus de grande importance " ont été détenus en Lituanie. Il faut maintenant que les autorités mènent une enquête exhaustive, indépendante et crédible. Le "secret d'Etat" ne saurait être un prétexte pour empêcher que toute la lumière soit faite sur les événements qui se sont produits dans la banlieue de Vilnius.

L'heure n'est plus au déni et aux faux-fuyants : les pays européens doivent faire toute la lumière sur les détentions secrètes".

[Chronologie des investigations du Conseil de l'Europe concernant les détentions secrètes](#)

L'Assemblée comprend 318 membres issus des parlements nationaux des 47 Etats membres.

Président: Lluís Maria de Puig (Espagne, SOC) – Secrétaire général de l'Assemblée: Mateo Sorinas.

Groupes politiques: PPE/DC (Groupe du Parti populaire européen); SOC (Groupe socialiste); GDE (Groupe démocrate européen);

ADLE (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe); GUE (Groupe pour la gauche unitaire européenne).